



Déclaration de la FSU

CHSCTA du 30 mars 2021

La FSU a toujours défendu la position du maintien de l'ouverture des écoles, collèges, et lycées. Elle est importante pour les élèves, mais aussi pour le personnel dans son ensemble, le travail à distance, quel que soit sa forme, ne pouvant jamais remplacer, loin s'en faut, une relation pédagogique et éducative construite patiemment au fil des échanges formels et informels, dans du suivi individuel mais aussi collectif, et cousue dans le tissu de tout ce qui fait une journée dans un établissement scolaire.

Si elle l'est, c'est aussi que nous savons les dégâts sur la santé physique et mentale que peuvent être le travail à distance et l'éloignement du collectif de travail. Cependant, l'épidémie est là, la 3^e vague est forte, et nos établissements commencent à la prendre de plein fouet. Il est temps d'agir avant que cette vague ne provoque un tsunami de drames.

Or, alors que le ministre de la Santé avait annoncé jeudi 25 mars lors de sa conférence de presse que de nouvelles mesures seraient prises dans l'éducation nationale, le suspense a vite fait place à la colère. Le lendemain, le ministère convoquait les organisations syndicales à une réunion en urgence. Tout cela pour quoi ? Rien pour les collèges, rien pour les cantines, rien sur les tests, rien sur la vaccination. Une seule mesure est prise, celle de fermer une classe dès qu'un cas positif est détecté... et uniquement dans les zones soumises à un pseudo-confinement qui n'en est pas vraiment un dans la réalité.

Nous nous rappelons au passage que le protocole sanitaire du 01 février exigeait sur tout le territoire la fermeture de la classe dès l'apparition d'un variant, quel qu'il soit, et que dès le 12 février, devant la courbe exponentielle des fermetures, cette mesure a exclu le variant anglais, dont chacun sait maintenant, devant l'état des urgences et des réanimations, qu'il est plus contaminant et plus grave.

Les chiffres ne sont pas bons. Dans notre académie, où les cas détectés parmi les élèves ont triplé en 3 semaines, où certains départements sont à un seuil d'incidence et de positivité très important, (département 28 : 368 en incidence et 9,60 en positivité), où les collègues sont de plus en plus touchés, rien n'est prévu.

Nous demandons solennellement à Mme la Rectrice, puisque le ministre refuse de le faire, de protéger les élèves et le personnel. Si aucune annonce n'est faite mercredi soir par la présidence de la République concernant l'éducation nationale, la FSU demande à ce que les mesures suivantes soient prises :

- Il faut fermer la classe lorsqu'un cas de Covid est avéré
- Il faut fermer l'établissement lorsqu'un foyer de contamination est identifié
- il faut dédoubler les classes dans les écoles et les collèges
- il faut arrêter de brasser les élèves dans les classes, à l'inverse des consignes du protocole, dès lorsqu'il n'y a plus de remplaçants, tout en prétendant faire de la continuité pédagogique
- il faut une priorité de vaccination pour tous les personnels de l'éducation nationale, intégrée dans un grand plan de protection des agents et de toute personne travaillant au contact avec du public. Il faut accélérer en particulier celle des soignants.
- il faut, en lien avec les collectivités, accélérer les dispositifs d'aération et d'assainissement
- il faut doter les personnels de masques FFP2
- il faut la gratuité des tests pour les personnels et les élèves majeurs

Le ministre ne semble pas prendre la mesure de ce qui secoue les académies et les départements. Si la FSU, est pour maintenir les écoles ouvertes, elles ne peuvent l'être quoi qu'il en coûte. C'est pourquoi, si aucune mesure n'est prise dans les prochains jours, il est de la responsabilité des autorités académiques d'agir pour protéger les élèves et les personnels.